



PROBLEMATIQUE DE LA REINSERTION DES ENFANTS EN SITUATION DES RUES A KINSHASA : ANALYSES DES DISPOSITIFS D'ACCOMPAGNEMENT MIS EN ŒUVRE PAR AED ET ORPER

**SHIMBA MWEMA Esther¹, Tryphon NZOFO POLITIKI¹, NTALU A NDOMBO BIKUMBU
Jean-bosco¹, MAPUKU MPUYA Paul²**

1. ¹Institut Géographique du Congo (IGC) Département de la Cartographie numérique Kinshasa-Gombe
2. Institut Supérieur de Développement Rural (ISDR-MBEO), Province du Kwilu, RD Congo
Digital Object Identifier (DOI): <https://doi.org/10.5281/zenodo.17854719>

RESUME

La réinsertion familiale des enfants de la rue constitue une étape essentielle du processus de réadaptation et de réinsertion sociale. Cet article analyse les actions menées par deux organisations congolaises — AED (Aide à l'Enfance Défavorisée) et ORPER (Œuvre de Reclassement et de Protection des Enfants de la Rue) — en faveur du retour de ces enfants dans leurs familles.

Les résultats d'une enquête de terrain révèlent que 77 % des enfants réinsérés n'expriment plus le désir de retourner à la rue, malgré la persistance de certaines difficultés à l'origine de leur fugue. Tandis que 88% des parents déclarent que leurs enfants réunifiés sont acceptés par la communauté, s'adaptent, sont consciencieux et se prennent en charge. L'accompagnement psychosocial, la médiation, la scolarisation et la formation professionnelle apparaissent comme des facteurs déterminants dans la stabilisation de leur réinsertion. Toutefois, 23 % des enfants demeurent vulnérables à une rechute probable en raison de conflits familiaux, du manque d'appui économique et de l'influence des pairs et un pourcentage infime se sentent stigmatisé ou rejeté ou non supporté par les membres de familles.

Ces constats soulignent la nécessité d'un suivi post-réunification renforcé et d'un soutien communautaire durable afin de consolider les acquis du processus. L'étude met en lumières les avancées réalisées par les centres d'encadrement, tout en pointant les défis structurels qui persistent dans la Ville-Province de Kinshasa, en République Démocratique du Congo.

Mots Clés

Enfants de la rue, réinsertion familiale, accueil familial, amélioration du comportement, plus besoin de retour à la rue, accompagnement psychosocial, scolarisation, formation professionnelle, suivi post-réunification, AED, ORPER.

ABSTRACT

The family reintegration of street children is a crucial step in the process of rehabilitation and social reinsertion. This article analyzes the initiatives undertaken by two Congolese organizations — AED (Support for Disadvantaged Children) and ORPER (Organization for the Rehabilitation and Protection of Street Children) — to support the return of these children to their families.

Findings from a field survey reveal that 77% of reintegrated children no longer express a desire to return to the streets, despite the persistence of some of the challenges that initially led them to run away. Meanwhile, 88% of parents report that their reunified children are accepted by the community, are

adapting well, show responsibility, and are taking charge of their lives. Psychosocial support, mediation, school enrollment, and vocational training emerge as key factors in stabilizing their reintegration. However, 23% of children remain vulnerable to potential relapse due to ongoing family conflicts, lack of economic support, and peer influence. A small percentage report feeling stigmatized, rejected, or unsupported by family members.

These findings underscore the need for strengthened post-reunification follow-up and sustained community support to consolidate the gains of the reintegration process. The study highlights the progress made by care centers, while also pointing to the structural challenges that persist in the City-Province of Kinshasa, Democratic Republic of Congo.

Keys words: Street children, Family reintegration, Foster care, Behavioral improvement, No longer needing to return to the streets, Psychosocial support, Access to education (School enrollment or professional training),

I. Introduction

La problématique des enfants de la rue à Kinshasa constitue une réalité sociale alarmante, résultant de multiples facteurs tels que la pauvreté, le logement précaire, les conflits familiaux, la recomposition des foyers, les accusations de sorcellerie et, au niveau national, l'instabilité socio-politique.

Selon le REEJER (2024), la ville compte environ 50 000 enfants « vivant dans la rue » ou « de la rue ». Ces enfants, marginalisés et rejetés, symbolisent une véritable « pollution sociale ». La réunification familiale apparaît ainsi comme une réponse humaine et structurante, permettant de restaurer leur dignité et leur rôle d'acteurs du développement tant au niveau familial que national.

Cet article vise à analyser les modes d'intervention de l'AED et de l'ORPER, en examinant leurs approches d'accompagnement, les parcours individualisés et les résultats observables en matière de réhabilitation psychosociale.

Elle s'appuie sur une approche mixte (quantitative et qualitative), fondée sur les données recueillies auprès des enfants bénéficiaires, de leurs familles et des professionnels impliqués.

Malgré les efforts des structures d'encadrement, la réinsertion familiale demeure fragile, souvent compromise par la précarité économique, les résistances familiales et le manque de suivi post-reunification. Il est donc nécessaire d'évaluer l'efficacité réelle des dispositifs mis en œuvre et leur influence sur le quotidien des enfants réinsérés.

Les principales questions de recherche sont :

- Quelles initiatives l'AED et l'ORPER ont-elles mises en place pour la réinsertion des enfants de la rue ?
- Quels impacts ces initiatives produisent-elles sur l'intégration sociale des enfants ?
- Comment les familles et les communautés perçoivent-elles leur efficacité ?

II. Méthodologie

L'étude adopte une approche mixte, combinant les méthodes quantitatives et qualitatives afin d'assurer une compréhension approfondie du processus de réinsertion familiale et socio-économique des enfants de la rue à Kinshasa. Elle est de nature descriptive et évaluative, cherchant à apprécier les effets réels des programmes menés par l'AED (Aide à l'Enfant en Détresse) et l'ORPER (Œuvre de Reclassement et de Protection des Enfants de la Rue).

L'enquête s'est déroulée entre juin et juillet 2024 dans les communes de Kintambo, Kasa vubu, Gombe, Ngaliema, Bandal, Ngiri-Ngiri et environs, zones particulièrement concernées par les interventions des deux organisations. La population d'étude comprend les parents ou tuteurs d'enfants anciennement en situation de rue, réinsérés à travers les dispositifs de l'AED et de l'ORPER.

Un échantillon raisonné de 50 participants a été constitué en fonction de la disponibilité des répondants, de leur implication directe dans la réinsertion des enfants et de leur localisation géographique. Les techniques de collecte incluent :

- La consultation documentaire (rapports annuels, registres et bilans d'activités des ONG)
- L'enquête par questionnaire, administrée via la plateforme Forms.app ;
- Des entretiens semi-directifs auprès de certains responsables d'ONG et parents pour compléter les données quantitatives par des éléments de contexte qualitatifs.

Les données ont été saisies et traitées à l'aide de Microsoft Excel, puis exportées en formats CSV et PDF pour l'analyse statistique et la présentation des résultats.

Cette combinaison d'outils et de sources a permis de croiser les perspectives institutionnelles et

familiales afin de mieux évaluer l'efficacité et les limites des stratégies de réinsertion mises en œuvre par ORPER et AED à Kinshasa.

L'entièreté des résultats de l'enquête font l'objet de notre projet de mémoire en cours de rédaction.

III. Cadre théorique et analytique

Le phénomène des enfants de la rue n'épargne aucune région du monde : il touche aussi bien les pays en développement que les grandes métropoles occidentales comme New York, Paris ou Berlin. En l'espace de trente ans, à Kinshasa leur nombre est passé d'environ 15 000 en 1993 à plus de 50 000 en 2024. Selon le REEJER et pourrait encore doubler si aucune mesure efficace n'est prise.

Pour beaucoup d'enfants, la rue devient un lieu de survie, où ils exercent divers petits métiers (vendeurs, cireurs, porteurs, mendians, etc.) et même des antivaleurs (voleurs, violeurs, petits délits, vente ou consommation des drogues, travaux forcés) afin d'assurer leur subsistance et, parfois, celle de leur famille.

Historique de la prise en charge

Face à cette réalité, plusieurs initiatives sociales et religieuses ont vu le jour pour offrir hébergement, éducation et formation professionnelle aux enfants marginalisés. Les premiers foyers sociaux visaient à prévenir la délinquance juvénile et à éviter aux mineurs en conflit avec la loi le passage par les milieux carcéraux.

Parmi les structures les plus actives figurent :

- La Cité des Jeunes de Lubumbashi (Pères salésiens de Don Bosco) ;
- Action Chéché du Père Derider (1970) ;
- Les œuvres du Père Buffalo à Kinshasa et Lukandu ;
- L'AED (Aide à l'Enfance Défavorisée) et l'ORPER (Œuvre de Reclassement et de Protection des Enfants de la Rue).

Ces organisations développent des actions d'animation socioculturelle, de réinsertion familiale et professionnelle, et d'accompagnement spécialisé des jeunes souffrant de dépendances ou de troubles psychiques.

Engagement de l'État

À Kinshasa, la lutte contre ce phénomène s'est traduite par la création de structures publiques et privées, témoignant d'une volonté politique d'encadrer et de protéger l'enfance. L'internat AED/Mbongwana en est un exemple, tout comme la ratification par la RDC de la Convention relative aux droits de l'enfant, qui renforce le cadre juridique national de protection.

Cependant, malgré ces efforts, la réinsertion familiale demeure fragile et souvent vouée à l'échec.

IV. Résultats de l'enquête

Des questionnaires d'enquête ont été administrés sur cinq thèmes que nous avons décidé d'évaluer. Un groupe de cinq enquêteurs habitués aux enfants et les côtoyant a été choisi pour faciliter l'accès. Surtout pendant cette période où les « kulunas » « sont traqués » par la police, il n'était pas aisés de prendre des personnes inconnues.

Pendant plus ou moins un mois, ces enquêteurs se sont déployés dans la ville de Kinshasa pour rencontrer les parents et ou tuteurs des ex enfants de la rue réinsérés dans leurs familles pour répondre aux questionnaires. La question sur la réinsertion familiale a tourné autour de cinq thèmes principaux :

- Accueil de l'enfant par les parents ou tuteurs après leur séjour dans la rue puis au centre ;
- le comportement de l'enfant depuis son retour en famille selon les parents ;
- la question sur la menace de retourner à la rue ou de s'intégrer en famille ;
- La qualité de ses relations en famille avec les autres membres de la famille ;
- La perception de la protection à travers le suivi post réinsertion.

Il faut noter que l'exercice avait pour objectif d'évaluer la réinsertion des enfants qui sont passés par le centre d'hébergement de ORPER et AED.

L'enquête a donné des réponses très positives pour quant à la réinsertion familiale des ex enfants de la rue retournés en famille selon l'avis des parents et des tuteurs interrogés. En ce qui concerne l'accueil des enfants en famille, la réponse la plus fréquente est « Bien », suivie de réponses « très bien ».

Concernant les comportements des enfants depuis leur retour en famille, les parents ou tuteurs interrogés

disent en majorité « Nettement amélioré » et « légèrement amélioré ». Pour ce qui est de l'intégration dans la communauté, la majorité des répondants ont répondu « Oui ». Enfin, la majorité des parents pensent que pour éviter un retour à la rue, il faut « Dialoguer et écouter les besoins des enfants » a été l'option la plus dominante.

4.1. Accueil en famille et comportement de l'enfant en famille

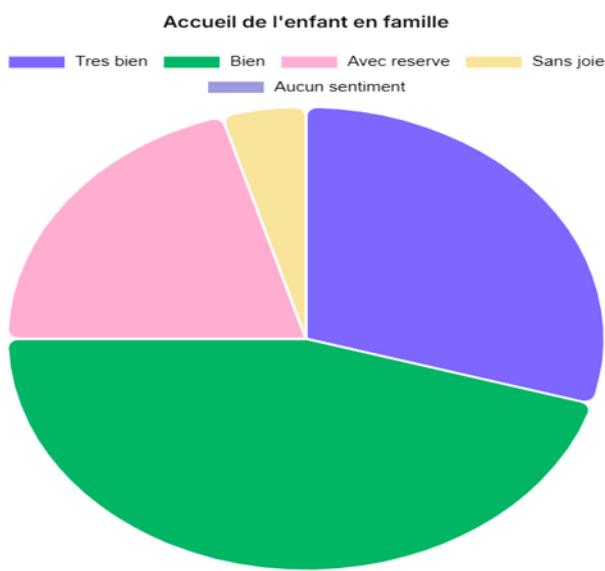
4.1.1. Tendances Générales

Les réponses au questionnaire révèlent des tendances diverses mais révélatrices et intéressantes concernant l'accueil des enfants à leur retour à la maison et leur comportement après leur séjour dans la rue puis dans un centre d'encadrement des enfants. Le questionnaire a recueilli 44 réponses, offrant un aperçu précieux de la compréhension des parents et tuteurs légaux depuis le retour des enfants en famille.

4.1.2. Accueil Familial et Comportement

Concernant l'accueil de l'enfant en famille (Comment avez-vous accueilli votre enfant en famille après son séjour dans la rue et ou au centre.)? question 47 % pourcent des répondants ont indiqué un accueil "Bien", tandis que 30% l'ont qualifié de "Très bien. Cependant, 21% ont mentionné un accueil "Avec réserve" et 2% "Sans joie".

Donc, il ressort un accueil positif pour 77 % d'enfants, ce qui est largement impressionnant et positif comme appréciation du travail de médiation des assistants sociaux. Néanmoins, l'accueil n'est qu'un élément ponctuel de la vie familiale bien que facilitateur de la suite. D'autres éléments plus révélateurs infirmeront ou confirmeront la suite de la vie familiale



4.1.3. Comportement de l'ex- enfant de la rue en famille

L'évaluation du comportement de l'enfant depuis sa sortie de la rue (Comment jugez-vous son comportement depuis sa sortie de la rue [/question]) ? est majoritairement positive, avec 56% des parents observant une amélioration "Nettement améliorée" et 40% une amélioration "Légèrement améliorée". Seulement 4% signalent "Sans changement", et aucun parent n'a constaté une dégradation du comportement.

Ce qui signifie que l'accompagnement psycho social a bel et bien réussi et la transformation sociale rend possible la cohabitation. La famille vit plus une résilience que des conflits :

Il s'agit notamment du travail d'accompagnement et de médiation entre les enfants et la famille avant le retour effectif qui est à la base de cette transformation mais aussi d'un milieu plus sécurisé que la rue qu'est la famille.



4.1.4. Possibilité de retour à la Rue ou Intégration

La question de savoir si l'enfant a souhaité retourner à la rue, « Est-il arrivé qu'il souhaite retourner à la rue ? » Révèle que la majorité, soit 77%, ont répondu "Non" tandis que 23% seulement des parents ont répondu "Oui". Avec nos entretiens, le non était très catégorique surtout à la question de savoir s'il souhaitait que son enfant passe par la vie de la rue comme lui/elle. Le oui à quelles occasions ? La résilience a rendu possible la cohabitation et a facilité l'intégration de la majorité d'enfants en famille et en communauté.

Néanmoins, une partie d'enfants désire ou risque de retourner dans les rues. Les raisons évoquées pour ce désir de retour (Si oui A quelle occasion ? les principales sont la "Dispute en famille" et le "manque de soutien familial", ou influence des pairs ou rejet, chacune représentant 30% des réponses sur les 23% de oui.

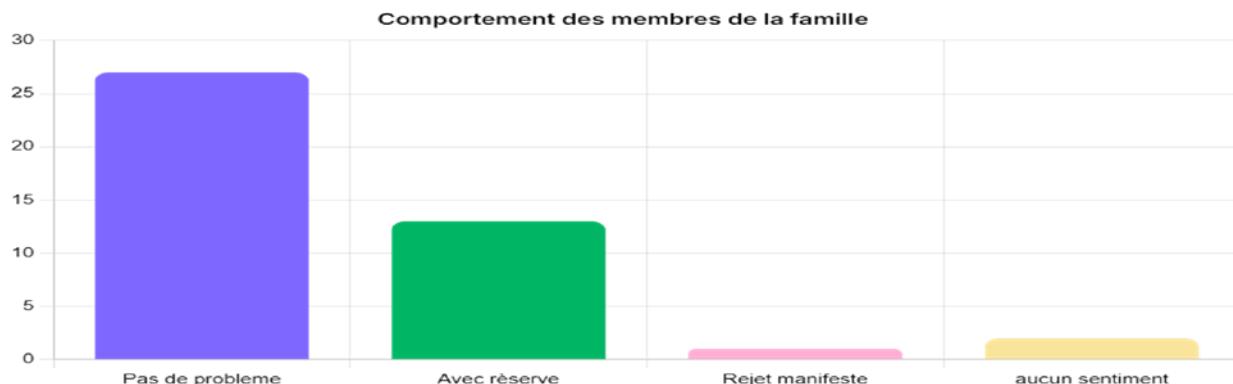


4.1.5. Relations Familiales et Communautaires

Le comportement des membres de la famille envers l'enfant (Comment les membres de famille se comportent ils avec lui ?

Comme pour les précédentes questions ici aussi, les réponses sont majoritairement positives, avec des 63 % des répondants ne signalant "Pas de problème". Cependant 30% des répondants notent un comportement "Avec réserve", et un petit nombre des répondants soit 2% constate un "Rejet manifeste".

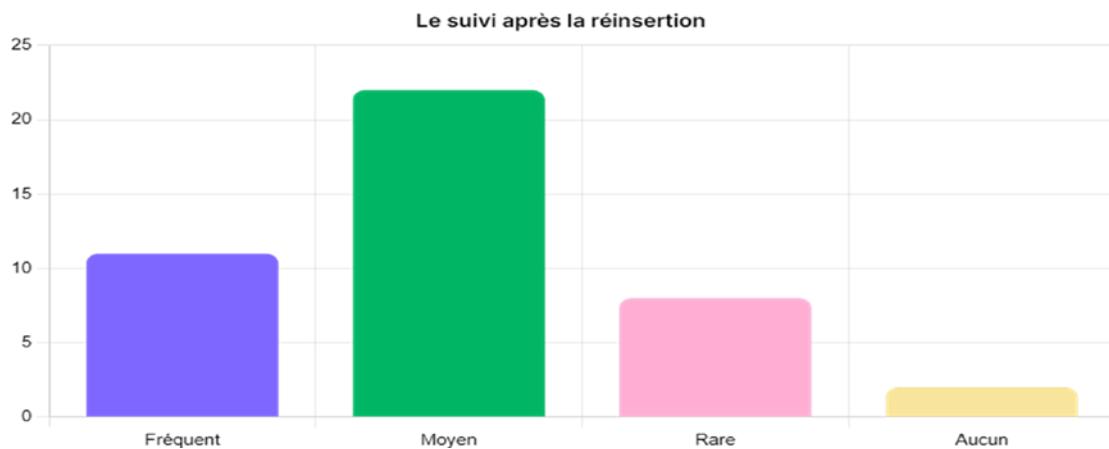
Les deux dernières catégories concernent les enfants dits « sorciers » ou ayant faits des viols.

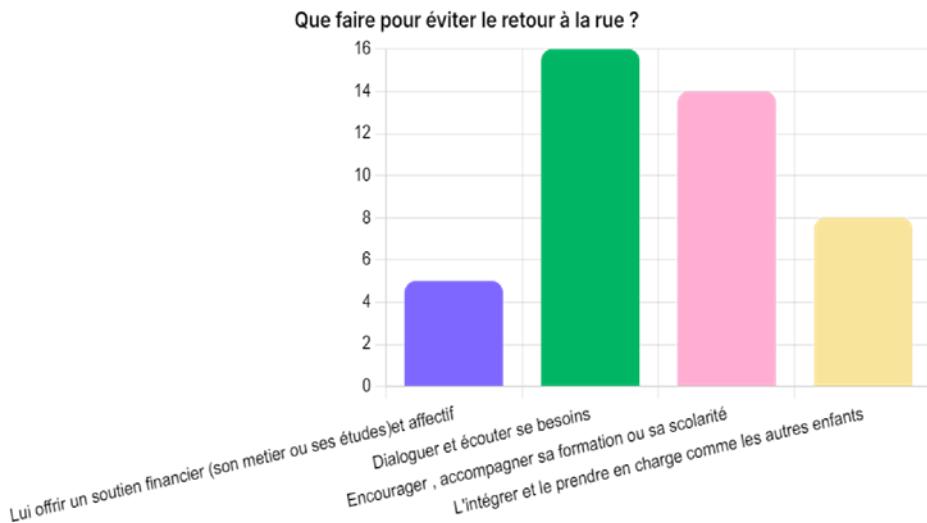


L'accueil de l'enfant par la communauté (Comment la communauté l'a-t-il accueilli ? Est également perçu comme favorable, avec 67% des répondants indiquant un accueil "Très bien". 26% signalent un accueil "Avec réserve", et 7% "Avec rejet". L'intégration dans la communauté (Est-il intégré dans la communauté (participation aux jeux, loisirs, associations amicales ou religieuses) est largement positive, avec 88% des répondants disent "Oui". Parmi les 12% qui ont répondu "Non" ou avec réserve. Ils estiment que l'enfant est "Mal aimé".

4.1.5. Facteurs de Protection et Suivi

Selon les parents, les principales actions à entreprendre pour éviter le retour de l'enfant dans la rue (Selon vous (parents) que devez-vous faire pour que l'enfant ne retourne pas dans la rue [/question]) sont de "Dialoguer et écouter ses besoins" 37% des répondants tandis que 33% estiment qu'il faut d'"Encourager, accompagner sa formation ou sa scolarité".





Tendances générales

Les réponses les plus fréquentes indiquent une amélioration du comportement de l'enfant et un accueil familial généralement positif. Cependant, un nombre non négligeable de parents signalent un accueil "Avec réserve" et des difficultés d'intégration communautaire. Le manque de soutien familial et les conflits familiaux sont les causes significatives du désir de retour à la rue.

Bien que la majorité des enfants semblent s'intégrer et voir leur comportement s'améliorer, des défis subsistent en matière d'intégration communautaire et de soutien affectif. Un suivi adéquat après la réinsertion est crucial pour consolider les progrès accomplis et prévenir un retour à la rue.

Défis théoriques à relever pour une réinsertion durable en RDC

Malgré les efforts, plusieurs obstacles persistent :

- Stigmatisation sociale : les enfants de la rue sont théoriquement rejetés par leurs communautés mais s'ils passent par les centres et arrivent au terme du processus, la tendance est minimisée car il y a un travail de médiation, de sensibilisation en amont ;
- Instabilité économique des familles : la pauvreté limite leur capacité à accueillir durablement l'enfant. Il est souvent constaté que ce sont ces enfants qui quittent le centre dès qu'on amorce le processus de réinsertion familiale qui sont dans cette situation ;
- Manque de coordination entre acteurs : absence de politiques publiques cohérentes mais les deux structures collaborent et parfois orientent mutuellement les enfants vers les centres dans certains cas ;
- Insuffisance de ressources : les ONG manquent de moyens pour assurer un suivi à long terme. Le budget ayant pour source des projets avec des conditions préétablies, il n'y a pas de manœuvre pour aller au-delà d'une année de suivi ;
- Accusations de sorcellerie : croyances qui entravent la réintégration familiale mais aussi dont l'impact est en baisse depuis l'implication des agences de protection de l'enfance.

Pour surmonter ces défis, il est essentiel de renforcer les politiques de protection de l'enfance, d'investir dans les services sociaux et de promouvoir une culture de tolérance et d'inclusion. Ce sont les institutions publiques qui ont les enfants dans leurs termes de références qui peuvent donner cette impulsion.

4.2. Analyse des Données Quantitatives

4.2.1. Perception générale des programmes de réinsertion

Les résultats montrent que 75 % des participants jugent positivement l'impact des programmes de l'AED et de l'ORPER sur la réinsertion familiale des enfants de la rue. Cette perception positive se retrouve particulièrement chez les bénéficiaires directs des programmes (77 %), ainsi que chez les membres de la communauté (88 %).

Principales perceptions positives relevées par notre enquête :

- 77% des enfants ont été bien et ou très bien accueillis en famille lors de leur réunification
- 56% des parents ont constaté une nette amélioration dans le comportement de leurs enfants ;
- 77% de parents disent que leurs enfants ne souhaitent plus retourner à la rue ;
- 88% des parents disent que les enfants sont acceptés dans la communauté : ils participent aux jeux, aux loisirs, aux activités religieuses ;
- 37 % des parents ont compris ce qu'ils doivent faire pour éviter la rue aux enfants : dialoguer et écouter les besoins des enfants et 34 % veulent faire le suivi de l'éducation ;
- 49 % des enfants se sont adaptés, sont consciencieux et se prennent en charge ;
- Réduction de la stigmatisation : 40 % perçoivent une diminution progressive de la discrimination sociale.

4.2.1. Critiques exprimées :

- Manque de ressources : 25 % des participants soulignent le manque de financement et de personnel mis à niveau ;
- Absence de suivi post-programme : 20 % déplorent le manque de suivi après la sortie des centres d'accueil ;
- Limites de durabilité : 15 % des experts considèrent que les effets des programmes sont souvent temporaires sans accompagnement prolongé.

4.2.2. Impact économique des programmes

Parmi les bénéficiaires des programmes de réinsertion :

- 98 % déclarent que la formation professionnelle ou la scolarisation offrent une opportunité de bâtir un avenir meilleur aux enfants ;
- 28 % ont trouvé un emploi stable à travers leurs ateliers qui couvrent leurs besoins ;
- 56 % ont acquis des compétences professionnelles ;
- 90 % ont accédé à un kit de réinsertion professionnelle pour lancer de petites activités (couture, menuiserie, commerce informel).

Cependant ces opportunités demeurent limitées faute de soutien financier durable.

4.2.3. Comparaison entre AED et ORPER :

Tableau 2. Comparaison des indicateurs de réinsertion des enfants suivis par ORPER et AED »

Indicateur	ORPER (%)	AED (%)
Accès à l'éducation	41	59
Formation professionnelle	50	60
Insertion professionnelle	41	59
Soutien psychosocial	65	45
Retour au foyer familial	30	35

L'analyse montre que l'ORPER se distingue par un meilleur soutien psychosocial, tandis que l'AED enregistre de meilleurs résultats en insertion professionnelle.

4.2.3. Obstacles à la réinsertion

Les difficultés rencontrées se répartissent en trois catégories principales :

Facteurs socio-culturels :

- Pour la population en général, la stigmatisation persiste (40 %) : les enfants restent perçus comme des « délinquants » ;
- Rejet familial (5 %) : certaines familles refusent le retour de l'enfant ;
- Discrimination communautaire (12 %) : crainte d'influences négatives entre pairs.

Facteurs institutionnels :

- Faible coordination entre ONG, État et services locaux (20 %) ;
- Manque d'application des politiques publiques existantes (15 %).

4.3. Analyse des données qualitatives

4.3.1. Expériences personnelles des enfants

Les témoignages recueillis illustrent la résilience et les changements positifs :

«

Avant, je dormais sous les ponts. Aujourd’hui, j’ai un lit et j’apprends la couture. » — Fille de 14 ans (AED).

« Grâce à ORPER, ma famille m’a accepté après m’avoir rejeté. » — Garçon de 16 ans.

« Le nom que je porte m’a été donné au centre. Ma mère m’a abandonné devant un des centres qui m’a accueilli, formé et fait de moi une personne avec un projet de grands couturiers dans ma tête. Je couds et je tiens à m’améliorer pour me faire un nom parmi les couturiers de mon quartier » Garçon de 17ans.

« Je ne sais pas où est ma mère mais quand mon père (aussi un jeune de la rue) est sorti de la prison, il m’a cherchée. J’étais contente de le retrouver. Il vient de temps en temps me voir. Je tiens à terminer mes études et à devenir laborantine. » Fille de 15 ans de AED/BBS.

Ces récits montrent que la réinsertion améliore à la fois les conditions matérielles et les relations familiales.

4.3.2. Défis opérationnels

Les responsables d’AED et d’ORPER soulignent :

« Nous manquons de ressources pour assurer la prise en charge complète des enfants. » — Directeur adjoint de l’AED.

« Certaines familles refusent toujours de récupérer leurs enfants. » — Chargé des programmes d’ORPER.

Les principales contraintes sont :

- L’insuffisance de financement pour la prise en charge holistique des enfants(55 %),
- Le déficit de personnel remis à niveau (40 %),
- La faible implication de l’Etat dans la mise en œuvre et le financement (30 %),
- Le manque de coordination interinstitutionnelle (25 %).

4.3.3. Engagement communautaire

La majorité des membres de la communauté (88%) ont une perception plus positive des ex enfants de la rue depuis l’instauration des programmes.

Cette évolution résulte des campagnes de sensibilisation, du rapprochement familial et de la participation communautaire.

« Aujourd’hui, je sais vers qui orienter un enfant errant. » — Mère de Matete.

Cependant, 30 % des habitants continuent d’associer ces enfants à la mendicité et au vol, notamment dans les zones commerciales.

V. DISCUSSION DES RÉSULTATS

5.1. Interprétation des résultats dans la littérature existante

Les données recueillies révèlent que l’accueil et la réunification familiale constituent un pilier de transformation de Les résultats de cette recherche confirment l’importance des programmes éducatifs, psychosociaux et professionnels dans la réinsertion socio-économique des enfants de la rue à Kinshasa. Près de 77 % des bénéficiaires rapportent une réinsertion familiale et sociale stable jusque là, 39 % ont un emploi stable qui couvre leurs besoins confirmant ainsi les conclusions de Lansdown (2011) sur la pertinence de la formation professionnelle pour l’employabilité durable. De même, plus de 80 % des enquêtés reconnaissent une amélioration de l’accès à l’éducation, en cohérence avec les travaux de Mastrolillo et al. (2012) et Mishra (2014), qui soulignent le rôle central de l’éducation dans la reconstruction identitaire et sociale des enfants vulnérables.

Cependant, la persistance d’obstacles tels que l’insuffisance de financement, la stigmatisation et l’absence de suivi post-programme rejoignent les observations de Kambale (2018) et Tshimanga (2020), selon lesquelles la réinsertion demeure fragile en l’absence d’un environnement familial et communautaire favorable. Dans le cas de notre enquête, il s’agit plutôt de renforcer le suivi post réinsertion pour prévenir les rechutes La perception plus positive (88 %) des communautés vis-à-vis des enfants réinsérés traduit néanmoins un changement de paradigme social, attribuable à la médiation et aux campagnes de sensibilisation menées par les ONG.

5.2. Comparaison des approches AED et ORPER

L’analyse comparative révèle une complémentarité entre les deux organisations :

- L’ORPER se distingue par son accompagnement psychosocial (65 %), favorisant la reconstruction émotionnelle et la résilience.

- L'AED, en revanche, obtient de meilleurs taux d'insertion professionnelle (55 %) grâce à sa focalisation sur la formation technique.

Cette distinction confirme la pertinence d'une approche intégrée, combinant soutien psychosocial et apprentissage professionnel, conformément aux modèles de résilience (Masten, 2001) et d'attachement (Bowlby, 1960). Une telle synergie optimise la stabilisation affective et la réintégration économique durable.

V. Conclusion générale et recommandations

Voici une proposition de conclusion structurée pour votre étude sur la réinsertion (réunification) familiale des enfants en situation de rue, fondée sur les résultats que vous avez présentés :

Conclusion

Les résultats de cette étude mettent en évidence l'impact globalement positif des programmes de réinsertion familiale des enfants en situation de rue à Kinshasa. Une majorité significative des enfants (77 %) ont été bien ou très bien accueillis par leurs familles, traduisant une volonté manifeste de rétablir les liens familiaux. Cette dynamique est renforcée par le fait que 77 % des parents affirment que leurs enfants ne souhaitent plus retourner à la rue, et que 88 % observent une réintégration sociale réussie à travers la participation active des enfants à la vie communautaire.

Sur le plan comportemental, 56 % des parents notent une amélioration notable chez leurs enfants, tandis que 49 % des enfants démontrent une capacité d'adaptation, de responsabilité et d'autonomie. Ces éléments témoignent de la résilience des enfants et de l'efficacité des interventions psychosociales mises en œuvre.

Par ailleurs, l'étude révèle une évolution encourageante des mentalités parentales : 37 % des parents ont pris conscience de l'importance du dialogue et de l'écoute, et 34 % souhaitent désormais s'impliquer davantage dans le suivi éducatif de leurs enfants. De plus, la réduction progressive de la stigmatisation (40 %) indique un changement social favorable à la réinsertion durable.

Cependant, des défis subsistent. Le manque de ressources humaines et financières (25 %) freine l'extension et la qualité des programmes. L'absence de suivi post-réinsertion (20 %) compromet la continuité de l'accompagnement, tandis que 15 % des experts soulignent la fragilité des acquis en l'absence de mesures de durabilité.

En somme, la réunification familiale apparaît comme une stratégie prometteuse pour la réinsertion des enfants en situation de rue, à condition qu'elle soit soutenue par un accompagnement post-réinsertion structuré, des ressources suffisantes, et une mobilisation communautaire durable. Il est impératif de renforcer les capacités des familles, d'institutionnaliser le suivi à long terme, et d'intégrer ces programmes dans une politique publique cohérente de protection de l'enfance.

La réinsertion familiale, telle qu'observée à travers les données de notre enquête, révèle une dynamique très positive quant à l'accueil des enfants marquée par des tensions entre vulnérabilités structurelles, ruptures affectives et aspirations à la restauration des liens. Si certaines familles parviennent à reconstruire un cadre protecteur et porteur de sens, d'autres peinent à dépasser les stigmates, les traumatismes ou les déséquilibres socio-économiques qui ont conduit à la séparation initiale.

Les témoignages recueillis mettent en lumière plusieurs leviers essentiels : la médiation familiale comme espace de parole et de réparation des liens, l'accompagnement psychosocial des enfants et des parents, souvent décisif pour restaurer la confiance mutuelle, l'implication communautaire, notamment à travers les relais locaux (leaders religieux, enseignants, voisins), qui peut renforcer ou fragiliser le processus selon les représentations sociales en jeu. Cette étude a porté sur la réinsertion familiale des enfants de la rue à Kinshasa, à travers l'analyse des approches de l'AED et de l'ORPER. En combinant méthodes qualitative et quantitative, elle a permis de mieux comprendre les dynamiques et les défis de la réinsertion dans un contexte marqué par la pauvreté et la stigmatisation.

Les résultats montrent un impact globalement positif des programmes étudiés :

- 77% des bénéficiaires jugent les actions efficaces, notamment pour l'accès à l'éducation et l'amélioration du bien-être à travers l'accueil, l'acceptation des ex enfants de la rue tant en famille qu'en communauté,
- 65 % signalent une amélioration économique, dont 30 % avec un emploi stable ;
- Toutefois, le manque de ressources financières et humaines mises à jour limite la durabilité des

interventions.

L'ORPER se distingue par la qualité de son soutien psychosocial, tandis que l'AED obtient de meilleurs résultats en matière d'insertion professionnelle. La réinsertion familiale reste cependant fragile en raison de tensions domestiques probables et d'un faible soutien des proches, malgré une perception familiale communautaire de plus en plus positive.

Principales recommandations

1. Renforcer la coordination institutionnelle entre ONG, autorités locales et services publics pour une meilleure efficacité des programmes.
2. Impliquer davantage les familles et la communauté dans le processus de réinsertion à travers la sensibilisation et la création de comités locaux.
3. Améliorer le suivi post-programme par la mise en place d'un mentorat, de rencontres régulières et de mécanismes de microcrédit.
4. Consolider les politiques publiques de protection de l'enfance en appliquant les lois existantes et en soutenant les ONG actives dans ce domaine.

Perspectives

Des études à plus long terme et dans d'autres villes congolaises permettraient d'évaluer la durabilité des impacts et d'enrichir les approches psychosociales et numériques.

En définitive, cette recherche confirme que la réinsertion durable des enfants de la rue repose sur une synergie entre accompagnement psychosocial, formation professionnelle, participation communautaire et engagement institutionnel.

Une politique intégrée, centrée sur la personne et soutenue par un engagement collectif durable, demeure la clé d'une réinsertion réussie et d'une société plus inclusive.

VII. BIBLIOGRAPHIQUE

- [1]. Azia, F. (2009). *Enfants de la rue à Kinshasa*. L'Harmattan.
- [2]. Banque mondiale. (2020). *Prêter soutien aux pays en des temps sans précédent : Rapport annuel*.
- [3]. Banque internationale pour la reconstruction et le développement. <https://www.banquemondiale.org/fr/publication/annual-report-2020>
- [4]. Bowlby, J. (1969). *Attachment and loss. Vol. 1: Attachment* (1re éd.). Basic Books.
- [5]. Bronfenbrenner, U. (1979). *The ecology of human development: Experiments by nature and design* (1re éd.). Harvard University Press.
- [6]. Commission de l'Union africaine. (2019). *Rapport sur la situation des enfants vulnérables en Afrique centrale*. Union africaine. <https://au.int/en/documents/20190501/african-children-report-2019>
- [7]. Convention internationale des droits de l'enfant (CDE). (1989). *Convention relative aux droits de l'enfant*. Nations Unies. <https://www.ohchr.org/en/professionalinterest/pages/crc.aspx>
- [8]. Ennew, J. (1994). *Street and working children: A guide to caring for children*. UNICEF. <https://www.unicef-irc.org/publication/pdf/street%20and%20working%20children.pdf>
- [9]. Faye, M. (2014). *Les enfants de la rue en Afrique subsaharienne : Problématiques et perspectives* (1re éd.). L'Harmattan.
- [10]. Garbarino, J. (1992). *Children in danger: Coping with the consequences of community violence*. Jossey-Bass.
- [11]. Kambale, J. (2018). *Les enfants de la rue à Kinshasa : Causes et conséquences*. Éditions universitaires de Kinshasa.
- [12]. Kienge Kienge Intudi, R. (2011). *Le contrôle policier de la délinquance des jeunes à Kinshasa : Une approche ethnographique en criminologie*. Éditions universitaires africaines.
- [13]. Kienge Kienge Intudi, R. (2011). *Puzzles en criminologie*. Éditions universitaires africaines.
- [14]. Kienge Kienge Intudi, R. (2017). *Violence urbaine et réaction policière : Sens et non-sens*. Éditions universitaires africaines.
- [15]. Kienge Kienge Intudi, R. (s.d.). *Étude sur les enfants en situation de rue à Kinshasa : Rapport final*. Rapport de consultation, École de criminologie, Université de Kinshasa.
- [16]. Lansdown, G. (2011). *Every child's right to be heard: A resource guide on the UN Committee on the Rights of the Child General Comment No. 12*. UNICEF. <https://www.unicef.org/media/10361/file/Every-childs-right-to-be-heard.pdf>

- [17]. Malala, A. (2021). *Les initiatives de réinsertion des enfants de la rue à Kinshasa : État des lieux et perspectives* (1re éd.). Université de Kinshasa.
- [18]. Masten, A. S. (2001). Ordinary magic: Resilience processes in development. *American Psychologist*, 56(3), 227–238. <https://doi.org/10.1037/0003-066X.56.3.227>
- [19]. Mastrorillo, M., Ennew, J., & UNICEF. (2012). *Street and working children: A guide to caring for children*. UNICEF. <https://www.unicef.org/media/10361/file/Street-and-working-children-guide.pdf>
- [20]. Mishra, R. (2014). *Protection de l'enfance et politiques sociales* (1re éd.). Presses universitaires de Bruxelles.
- [21]. Organisation de l'unité africaine (OUA). (2019). *Rapport sur la situation des enfants en Afrique*. Organisation de l'unité africaine. <https://au.int/en/documents/20190501/african-children-report-2019>
- [22]. Tshimanga, M. (2020). *Les enfants de la rue à Kinshasa : Enjeux et défis* (1re éd.). Karthala.
- [23]. UNICEF. (2021). *The state of the world's children 2021: On my mind – Promoting, protecting and caring for children's*